

**Le Québec et ses universités :
relever le défi de la concurrence internationale**

Notes pour l'allocution de
M. Pierre Moreau,
président de l'Université du Québec
au déjeuner-causerie du CORIM
(Conseil des relations internationales de Montréal)

Le 15 février 2007

Version 9 février 2007



Le Québec et ses universités : relever le défi de la concurrence internationale

D'entrée de jeu et en peu de mots, la mondialisation, c'est l'arrivée en force et en vitesse des pays émergents d'Asie, d'Europe de l'Est et d'Amérique latine, dans l'économie de marché.

En chiffres, l'économie mondiale ouvre la porte à trois milliards de nouveaux acteurs socio-économiques.

« Trois milliards de nouveaux capitalistes » : c'est le titre de l'ouvrage de Clyde Prestowitz où il envisage un glissement de la richesse et du pouvoir vers l'Asie.

En effet, la mondialisation, c'est le nivellement de plusieurs types de barrières et de frontières politiques, tarifaires, corporatistes, syndicales, idéologiques, religieuses et autres.

Pour le meilleur et pour le pire, c'est la nouvelle donne planétaire.

Dans son ouvrage «The World Is Flat», Thomas Friedman observe que dans un monde où les frontières s'étiolent et où le terrain de jeu se nivelle et rétrécit, les voisins, dont ceux des pays émergents, vont se rapprocher.

Et ils sont en train de nous prouver une chose : lorsque le terrain de jeu se nivelle, ils savent jouer !

Pour les habitués de territoires protégés par des frontières fermées, la mondialisation ressemble à une menace plutôt effrayante.

La déferlante de nouveaux arrivants va effectivement ressembler à un tsunami socioéconomique qui risque de tout dévaster sur son passage.

Déjà, les médias ne manquent pas d'exemples réels inquiétants : délocalisations d'entreprises, sous-traitances dans les chaînes de production, réseaux planétaires de distribution, etc.

Pour les autres, la perspective de frontières ouvertes s'annonce comme une corne d'abondance d'occasion d'affaires et de partenariats qu'ils sont déjà en train de mettre en œuvre.

Les pays émergents ont et continueront d'avoir des besoins à la mesure de leur croissance.

Ce qu'on peut prévoir, c'est que ce ne sera plus jamais « Business as usual » dans un monde où les barrières et les frontières ne tiennent plus et ne protègent pas vraiment des problématiques globales ni des marchés en émergence fulgurante.

C'est du jamais vu...

Personnellement, je suis animé par un sentiment d'urgence.

Dans un contexte de frontières ouvertes, on verra s'accroître rapidement des concurrences internationales de plus en plus vives et des partenariats inédits dans tous les secteurs socioéconomiques.

Un contexte de frontières ouvertes bouscule tous nos modes traditionnels de fonctionnement et de pensée.

Des effets positifs comme négatifs sur nos économies, il y en aura vraisemblablement pour tous les goûts et pour toutes les tendances.

Ce qu'il faut effacer de nos certitudes et de nos prières, c'est la croyance que le phénomène sera passager, et que la compétition va se limiter à certaines productions manufacturières de base.

Cette attitude de fausse sécurisation, animée par l'espoir d'un retour à des politiques de frontières fermées, nous prépare à des appels-réveils qui seront brutaux lorsqu'ils vont percuter contre la réalité.

Ce qu'on observe à ce jour, c'est que la concurrence des pays émergents ne s'est pas limitée et ne se limitera pas aux secteurs et aux produits manufacturiers de base.

On peut prévoir, dès aujourd'hui, que tous les secteurs socioéconomiques seront affectés.

En fait, cette compétition mondiale se fera sentir à tous les niveaux où le savoir intervient.

Notamment ceux de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Pourquoi ?

Parce que cette économie nouvelle, elle s'installe sur la base du savoir.

En fait, l'économie du savoir s'apprête à reclasser les pays selon leurs capacités de produire du savoir, de le transmettre, de le transférer et de l'appliquer.

On parle ici de tout les savoirs et savoir-faire, autant des sciences naturelles ou des pratiques technologiques, que des sciences humaines et sociales.

Déjà, on peut entrevoir que les pays qui vont évoluer à la hausse dans les classements mondiaux, sont ceux qui auront des secteurs compétents à produire et transmettre du savoir – entre autres grâce à leurs universités – et qui pourront facilement transférer ce savoir aux secteurs qui, eux, savent l'appliquer et y donner une valeur ajoutée.

Sommairement, dans la nouvelle économie mondiale, le savoir devient la commodité de première importance.

Conséquemment, notre main-d'œuvre et notre relève deviennent les plus précieuses de nos ressources naturelles.

La santé actuelle et future des pays dans une économie du savoir dépend directement de leur capacité d'atteindre et de maintenir en qualité comme en quantité, les nouveaux niveaux de littératie que le XXI^e siècle va imposer.

On parle ici de solides compétences académiques et interculturelles, de capacités de penser, de raisonner, de travailler dans des équipes multidisciplinaires et polyglottes, et de savoir-faire technologiques et d'intelligence émotive et sociale.

Les travailleurs du savoir qu'on forme dans les universités et qui seront capables d'œuvrer dans des contextes innovants sont la clé de l'avenir.

Certains pays – en Scandinavie par exemple - ont déjà mis en œuvre des passerelles entre les secteurs éducatif et du travail, de façon à maintenir les travailleurs mis à pied dans des processus de formation continue et de mises à niveau cycliques qui s'adaptent à l'évolution constante de leur réalité socioéconomique.

Le travailleur mis à pied par un secteur traditionnel ou désuet, ne devient pas un chômeur, mais un futur travailleur compétent à oeuvrer dans un secteur d'avenir.

Richard Florida nous a démontré que les secteurs économiques se déplacent et se repositionnent en fonction de critères nouveaux ou imposés par l'Économie nouvelle.

Il nous rappelle que les nouvelles régions en voie de prospérité sont celles qui seront capables de générer ou d'attirer les 3 T : les talents, les technologies et la tolérance.

Ces régions vont pouvoir naviguer les tsunamis au lieu de les subir.

À titre d'exemples : connaissez-vous Wellington en Nouvelle Zélande (Peter Jackson)... Chicoutimi, alors ?

Maintenant, jetons un coup d'œil sur ce qui se passe en Inde et en Chine.

Les pays de ce bloc économique sont en émergence rapide et en croissance continue.

Malgré des moyennes salariales encore modestes, la nouvelle Indo-Chine abrite des classes moyennes qui sont non seulement comparables, mais déjà plus nombreuses qu'en Amérique du Nord.

De ces pays dont la population dépasse les deux milliards de personnes, soit 35% de la population mondiale, émergent des quantités étourdissantes de talents et de cerveaux dont la motivation à la réussite, la capacité de travail et la compétence innovante sont tout à fait étonnantes.

Notez bien cette donnée !

L'Asie produit aujourd'hui davantage de diplômés universitaires en sciences et en technologie que l'Europe et l'Amérique réunis.

Les sept IIT (*Indian Institute of Technology*) de l'Inde se comparent aux meilleures universités nord-américaines et européennes.

Ces instituts indiens de technologie ont des bassins de recrutement de centaines de millions de candidats motivés et tout aussi prêts que nous à améliorer leur sort.

Saviez-vous que votre rapport d'impôt est peut-être complété en soustraction par des comptables indiens ?

Saviez-vous que des millions de radiographies d'hôpitaux sont analysées de nuit en Inde ?

Des millions de Nord-Américains l'ignorent...

Donc, si la tendance se maintient, la concurrence d'Indo-Chine ne se limitera pas aux secteurs de base.

Microsoft possède trois grands centres de recherche dans le monde : à Redmond dans l'État de Washington, à Cambridge en Angleterre, et à Beijing en Chine, ouvert en 1998.

Selon Bill Gates, en termes de qualité et de quantité d'idées émises, celui de Beijing est : « Mind-Blowing »...

À faire sauter les neurones...

L'Université de Fudan collabore en recherche avec l'Université de Yale.

Les universités chinoises réussissent à établir des partenariats avec les meilleurs établissements nord-américains et européens au Classement de Shanghai.

Elles visent et vont réussir très rapidement à occuper des places de choix sur le Classement de Shanghai et sur celui de Research Money.

Imaginons un instant que certains de nos étudiants ou pire, de nos jeunes chercheurs décidaient d'aller étudier en Asie...

Ce phénomène est déjà une réalité pour certains étudiants asiatiques qui retournent chez eux et même pour des étudiants nord-américains qui commencent à y aller.

Il n'y a aucune raison de croire que la croissance de la compétence concurrentielle de l'Indo-Chine ralentira.

Pourquoi ?

Pour les mêmes raisons que nos propres sociétés occidentales ne se sont pas arrêtées en chemin.

Elles ont toujours poursuivi l'amélioration de leur sort.

Les sociétés émergentes ont les mêmes aspirations que nous : un niveau et une qualité de vie de type G8.

Elles sont très conscientes de la côte qu'elles ont à remonter.

Mais elles ont cette motivation inébranlable d'améliorer leur niveau de vie et de développement et de se rapprocher des nôtres.

Notre place dans le G8, jusqu'à maintenant, nous venait comme un droit d'aînesse.

Désormais, il va falloir la mériter... en tenant compte des « *New Kids on the Block* » asiatiques.

Maintenant qu'on a regardé du côté *Orient*, voyons ce qui se passe du côté *Occident* pour voir si les choses se calment un peu.

En Europe, les pays de la CEE sont déjà en train d'harmoniser leurs formations universitaires, via le Processus de Bologne, et de faciliter le transfert de leurs crédits universitaires, via le *European Credit Transfer System*, (ECTS).

Ce qu'ils sont en train de faire, c'est de donner une dimension européenne à leur éducation supérieure.

Pourquoi ?

Pour augmenter la qualité et la mobilité de leur main-d'œuvre, et leur capacité concurrentielle.

Pensons à Boeing versus Airbus / Bombardier versus Embraer, etc.

On voit ces deux blocs économiques gagner du terrain sur l'Amérique du Nord.

Est-ce qu'on observe le développement d'une identité nord-américaine en Amérique du Nord ?

Du 25 au 27 avril, à Québec, l'Université du Québec sera l'hôte de CONAHEC, pour discuter de changements de paradigmes en Amérique du Nord dans les domaines de l'éducation supérieure, de l'identité et de la culture, si ces sujets vous intéressent.

Face à ces concurrences accrues qui nous arrivent de l'Est comme de l'Ouest et qui cognent aux portes de notre société et de notre économie, que peuvent faire les universités et les entreprises québécoises ?

Jetons d'abord un coup d'œil rapide sur quelques éléments de contexte sur l'état du terrain au Québec :

- Baisse démographique
- Pénurie croissante de main-d'œuvre qualifiée
- Taux de décrochage relativement élevé, surtout chez les jeunes hommes
- Inscriptions universitaires qui stagnent ou décroissent
- Au Québec, les cours et programmes universitaires sont compartimentés au point qu'il est difficile de faire reconnaître des équivalences de formation d'une université à l'autre
- Nouvelles barrières entre les pays de l'ALENA, depuis le 11 septembre
- Courants nord-américains d'isolationnisme
- Concurrence entre métropole et régions
- Exode des régions
- Collaboration encore trop modeste entre les secteurs universitaire, privé et gouvernemental
- Taux discutable de bilinguisme de notre relève, surtout dans un contexte nord-américain
- Irréalisme économique de certaines demandes : gratuité totale de la formation universitaire, gel de frais, etc.

On observe une vaste majorité des problématiques socio-économiques à solution unique et simpliste : augmentation du financement gouvernemental via l'augmentation du fardeau fiscal.

On observe une tendance à pelleter les problèmes en avant ou de côté, ou à les balayer sous le tapis de nos acquis et de nos certitudes tranquilles.

On risque le ralentissement de notre avancée et recul, si c'est encore possible, au classement nord-américain.

On a collectivement un sérieux examen de conscience à faire face à la réalité de la mondialisation.

Comment affronter ces tsunamis concurrentiels d'Asie et d'Europe ?

Commençons par les évidences.

On ne pourra pas se sauver par en arrière sur une planète ronde.

On ne pourra pas construire des clôtures qui vont nous isoler davantage qu'elles vont nous protéger.

On ne pourra pas rester figés et immobiles sur place, sans risquer d'être inondés et de mettre sérieusement à risque notre niveau de vie et de développement.

Devant la mondialisation, il ne semble n'y avoir qu'une voie possible : foncer vers le large, là où les tsunamis sont navigables !

Foncer vers l'océan bleu, là où il y a une marge de manœuvre pour nous.

On doit forer dans nos propres forces, parce que notre première ressource naturelle, elle est d'abord humaine.

Nous sommes une société déjà habituée à s'adapter.

Nous devons recommencer à nous réinventer.

Comme à l'Université du Québec, notre ambition, c'est de devenir notre nom...

Entre solidarité et lucidité, il faut retrouver notre solidité !

Nous sommes collectivement condamnés à innover !

Et cela, le plus rapidement possible et en continu...

Il ne faudrait pas que l'inertie remplace l'action.

Il y a une vigilance à installer, un sentiment d'urgence à partager dans nos discours et nos actes.

Innover, cela signifie revoir certains, peut-être plusieurs de nos modèles, quelques certitudes, certaines de nos idéologies.

Nos manières de faire traditionnelles nous ont conduits jusqu'ici, ce qui n'est pas à négliger, mais il nous faut en *revisiter* quelques-unes, comme on dit en Outaouais, d'où je viens.

À ceux qui vont privilégier les approches «clocher, solo», on doit rappeler que la mondialisation favorise et encourage les réseaux planétaires autant au niveau de la production (DELL, Microsoft) que de la distribution (FEDEX, Wal-Mart, etc.) que de l'innovation (Microsoft).

On ne peut pas confiner la responsabilité de qualité et de compétitivité de nos établissements d'éducation supérieure aux seuls professeurs et à leurs centres de recherches.

On ne peut pas tolérer d'isoler nos talents, de leur limiter l'accès aux technologies de pointe, sans risquer qu'ils empruntent les chemins de moindre résistance, et qu'ils aillent là où est l'action.

La même chose est probablement vraie pour les entreprises qui ont des capacités d'aller hors frontières.

En Asie comme en Europe, l'impulsion est venue des États.

Ce sont les États qui ont invité les universités à les rendre compétents en «Navigation XXIème siècle».

Bien sûr, les établissements d'éducation supérieure devront faire leur part et modifier certaines manières de faire et de penser.

Entre autres, les universitaires devront ouvrir la porte à d'autres intervenants socioéconomiques publics et privés.

Innover, cela implique une prise de conscience, une reconnaissance qu'on a des problèmes si on veut générer des plans d'action en fonction de la réalité d'aujourd'hui.

La compétitivité de nos systèmes d'éducation, d'innovation et de production doit concerner notre société au grand complet.

On ne peut plus se confiner dans l'indifférence du «*Business as usual*».

On ne peut plus se sécuriser dans nos «quant-à-soi» sectoriels.

On ne peut plus se cantonner dans les pratiques du XX^e siècle.

Il en va de notre niveau de vie et de développement.

Il nous faut collectivement créer des passerelles, réduire les distances et augmenter la circulation des personnes et des idées entre les secteurs

socioéconomiques, en commençant par ici, mais avec l'idée de se faire reconnaître par ceux d'ailleurs.

On doit regarder au-delà de nos frontières géographiques, politiques, voire intellectuelles et idéologiques.

Pourquoi ?

Parce que le monde qui s'annonce dans les années qui viennent, c'est du jamais vu.

Dans nos universités, on doit de plus en plus se préoccuper de créer et d'entretenir une réputation internationale.

On doit continuer à augmenter le niveau de mobilité de nos étudiants et de nos chercheurs; notre capacité d'attraction pour les étudiants et les enseignants-chercheurs, à la fois nationaux et étrangers, via des programmes d'échanges, de reconnaissance de diplômes et de coopération scientifique avec les meilleurs établissements internationaux.

Si nos universités n'arrivent plus à maintenir le pas dans une économie qui carbure au savoir, on assistera à des exodes de cerveaux d'ici vers ailleurs.

Il en sera de même pour les entreprises qui ont besoin du savoir pour maintenir leur taux de compétitivité par l'innovation.

On doit revoir le processus de rentabilisation de nos actions universitaires au chapitre du recrutement international et de l'exportation du produit éducatif d'ici.

Je connais des réseaux universitaires qui ont organisé des loteries nationales de financement.

D'autres doivent recourir à la marchandisation de leurs produits, locaux et services.

D'autres se parcellarisent en instituts plus ou moins privés pour financer et faire avancer leur recherche.

L'éducation supérieure - comme la santé - est un bien public qui coûte cher.

On devra tous faire notre part pour y investir et le développer.

Depuis Darwin, on sait que l'adaptation continue est une clé de survie plus rentable.

Notre niveau de vie dépend désormais du savoir.

On a le choix entre le produire nous-mêmes et en profiter, ou dépendre des autres et endurer.

Si l'éducation coûte cher, elle est moins dispendieuse que l'ignorance.

Aujourd'hui, tous les systèmes d'enseignement supérieur et de recherche sont de plus en plus sujets à des évaluations, à des comparaisons et à des classements internationaux.

Ce sont là des cotes de rendement qu'on ne peut plus se permettre d'ignorer.

La pire des cotes sur les classements internationaux, c'est de ne pas être capable d'y figurer.

Qu'on le veuille ou non, il en va des universités comme des entreprises et des sociétés : les classements internationaux deviennent rapidement des «benchmarks» incontournables de comparaison de performance.

Ce sont nos cotes de crédit intellectuel.

Et selon Alain Dubuc, le Québec se classe 56^e sur 60 en Amérique du Nord.

Donc, quel pourrait être notre plan d'action ?

Revenons à notre constat de départ.

Parmi nos ressources naturelles, la première et la plus importante est d'abord humaine.

Note premier souci doit être de s'assurer que notre main-d'œuvre et notre relève soient compétentes, alertes et réalistes.

On doit donner la meilleure des chances à nos coureurs de relève et une deuxième chance à notre main-d'œuvre qui doit se maintenir à niveau.

Notre défi collectif, c'est d'investir prioritairement dans nos compétences, nos connaissances, nos savoir-faire et nos attitudes, pour être en mesure de relever les défis de la concurrence internationale et profiter des opportunités.

À l'Université du Québec, nous sommes en train de passer d'un réseau administratif à un système académique.

On sait que les problématiques contemporaines sont - à l'image de nos sociétés - globales et complexes.

Lorsqu'on parle de problématiques telles la gestion de l'eau, de la forêt ou de la santé, on sait maintenant qu'une seule discipline ne peut arriver à en cerner toutes les facettes ni à y proposer une seule solution.

Il n'y a pas de solutions simples ou simplistes aux problématiques complexes sans tomber en pensée magique.

Alors nous avons innové et créé le concept des chantiers thématiques de recherches transdisciplinaires.

Dans ces chantiers, des chercheurs de plusieurs établissements du réseau travaillent en groupe sur une même problématique pour y apporter des éléments d'analyse et de solution.

On essaie de penser et d'agir hors du modèle courant, au-delà de la discipline traditionnelle.

Nous avons déjà initié des chantiers dans les domaines suivants : l'eau, la forêt, le développement du territoire et la santé.

De ces chantiers vont émerger des programmes de formation transdisciplinaires dont les diplômés seront capables de s'attaquer aux problématiques complexes d'ici.

Par exemple : ces diplômés seront capables de regarder une forêt non seulement comme des «deux-par-quatre» debout, mais comme un écosystème biologique, récréotouristique, etc.

Je souhaite que cette approche soit graduellement étendue à des partenaires hors réseau.

Parce qu'il faut commencer à se serrer les coudes et agir ensemble.

Notre prochain chantier du réseau portera sur les énergies nouvelles, renouvelables ou alternatives.

Pourquoi ?

Parce que cette problématique a été décrite sous l'appellation de Hubbert's Peak ou le Pic pétrolier de Hubbert .

Géologue, M. King Hubbert explique que lorsqu'on a extrait la moitié de la ressource de son champ de réserve, la production de ce champ commence à décliner.

Si on applique sa Loi aux États-Unis, leur production de pétrole a atteint son pic au début des années 70, à 9 millions de barils par jour.

Elle est aujourd'hui de 5 millions de barils.

Pendant ce temps, la demande mondiale en pétrole - avec l'arrivée des pays émergents - a crû de 1,5 % à 2 % par année, pour atteindre les 80 millions de barils d'ici 2010, et dépasser de 120 millions en 2020.

Lorsque la demande mondiale dépassera la disponibilité de la ressource pétrole, le baril de pétrole pourrait atteindre les 200 U\$ le baril, huit fois le prix d'aujourd'hui.

La bonne nouvelle, c'est qu'on n'aura plus les moyens de financer le réchauffement de la planète.

La mauvaise, c'est qu'en attendant les énergies de remplacement, on risque de ne va pas avoir les moyens de se chauffer tout court.

Donc, en se basant sur nos forces, nos ressources et nos partenaires, le prochain chantier de l'Université du Québec portera sur les énergies de remplacement aux ressources fossiles.

Comme je vous l'ai mentionné, nous sommes condamnés à innover, autant commencer tout de suite.

De plus, lorsqu'on y pense bien, en 1968, bientôt quarante ans, des innovateurs québécois faisaient face à des problèmes similaires à ceux d'aujourd'hui.

Ils ont innové en pensant en dehors du système pour créer le réseau de l'Université du Québec qui est aujourd'hui présent et actif dans plus de cinquante villes d'ici.

Sans ces innovateurs, il y aurait des universités dans les régions de Montréal, de Québec et de Sherbrooke.

Grâce à eux, l'Université du Québec est dans pratiquement toutes les régions du Québec.

Nous avons donc un atout majeur qui est déjà en place sur l'ensemble du territoire d'ici.

Nous avons depuis près de quarante ans, un outil - le réseau de l'Université du Québec - pour faire face aux problématiques contemporaines.

Autant le faire ensemble, c'est l'invitation que je vous lance aujourd'hui.

Merci de votre attention !